



Rapport d'activité

2019-2020

SOMMAIRE

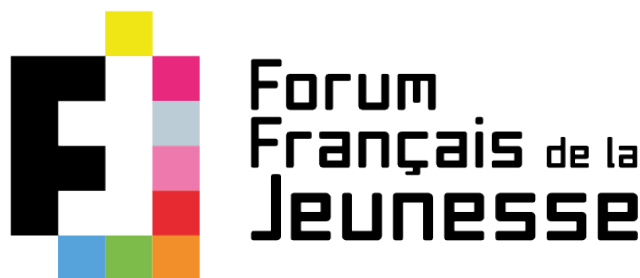
Présentation du Forum Français de la Jeunesse.....	<u>3</u>
Édito.....	<u>4</u>
L'organisation du FFJ.....	<u>5</u>
2019 en chiffres.....	<u>9</u>
Politiques de jeunesse.....	<u>11</u>
Porter la voix des jeunes dans les territoires.....	<u>20</u>
Les enjeux européens et internationaux.....	<u>24</u>
Le FFJ s'engage pour le climat.....	<u>29</u>
Le FFJ s'engage contre les discriminations et pour l'égalité.....	<u>32</u>
Le FFJ sur les réseaux sociaux.....	<u>34</u>
Le FFJ dans les médias.....	<u>35</u>
Les organisations membres.....	<u>36</u>

Présentation du Forum Français de la Jeunesse

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) est né en **2012**, il est composé des principales organisations françaises gérées et animées par des jeunes. Ces structures sont aussi bien des organisations représentatives étudiantes et lycéennes, des mutuelles étudiantes, des associations, que des mouvements de jeunesse politiques. De natures et de sensibilités diverses, celles-ci se sont rassemblées pour construire un espace d'expression permettant de voir, en France, la jeunesse prendre la parole afin de faire avancer le débat public.

Le **FFJ** est dès lors **une assemblée autonome des pouvoirs publics qui se veut un espace d'échange et de travail sur l'ensemble des enjeux que traverse notre société** (citoyenneté, emploi, formation, santé, environnement, etc) et un acteur de la définition des politiques publiques.

- Il produit des constats et propositions sur l'ensemble des thèmes de société qui touchent les jeunes (santé, logement, citoyenneté, insertion, environnement, mobilité, etc). Construits par les jeunes, ceux-ci sont portés collectivement par les organisations membres du **FFJ** ;
- Il saisit **les pouvoirs publics sur ces mêmes thèmes, mais aussi les structures œuvrant dans le champ de la jeunesse, de l'éducation populaire et la société civile** organisée de manière plus large ;
- Il agit pour la reconnaissance des organisations dirigées par des **jeunes et sensibilise les différents syndicats, associations, partis politiques, collectivités territoriales** à l'importance de la prise en compte de la parole des jeunes dans le débat public ;
- Il organise des **séminaires, formations et événements** à destination des jeunes et des acteurs jeunesse afin de susciter du débat et des réflexions communes autour de **thématiques de société** ;
- Il réalise une veille sur **les questions de jeunesse nationales et internationales** afin de diffuser ces informations à ses membres mais aussi au grand public.



Cette année fut une année spéciale. La jeunesse s'est retrouvée confinée pour préserver sa santé et celle de ses aîné·e·s. Ce confinement a révélé de **nombreuses inégalités chez les jeunes** : fracture numérique, sociale, ou encore économique.

Déjà victimes d'un fossé social et en marge du marché du travail (difficulté d'insertion, travail précaire, faible rémunération...), les jeunes font partie des populations les plus touchées par les conséquences de la crise sanitaire mondiale. Quel que soit l'indicateur retenu (logement, conditions de vie, revenus, emploi), **la situation des jeunes s'est massivement dégradée pendant le confinement** et ce, plus fortement que pour les autres tranches d'âge.

Dans ce contexte, le **FFJ** a adapté ses conditions de travail (Conseils d'administration maintenus mais effectués en dématérialisé, commissions de travail, auditions parlementaires en ligne) et a continué à se mobiliser pour être toujours plus efficace dans la défense des intérêts des jeunes. Nous avons œuvré au **"monde d'après"** en proposant, en juillet 2020, un plan jeunesse ambitieux et réaliste.

Cette urgence sociale et sanitaire s'est malheureusement aussi conjuguée avec une **urgence écologique**. Les nombreuses marches pour le climat qui ont réuni des milliers de jeunes dans les rues, ont permis de démontrer l'engagement de la jeunesse pour la cause climatique. Le **FFJ** a donc naturellement œuvré à la création d'une coalition, composée d'une vingtaine d'organisations nationales de jeunes ayant pour intention d'agir collectivement pour accélérer l'émergence d'une **société écologique à la fois solidaire et démocratique**.

2020 a également été marquée par un **scrutin municipal** singulier, puisque plus de trois mois ont séparé les deux tours - un cas de figure sans précédent sous la Vème République. D'après un sondage, **72% des jeunes de 18 à 24 ans ne sont pas allé·e·s voter**. Une chute inédite de la participation, et surtout chez les jeunes, qui nous a conduit à interpellier les pouvoirs publics. Il est indispensable que le Gouvernement prenne la mesure de ce phénomène persistant et mette en œuvre des réformes structurelles pour permettre **une participation électorale pleine et entière des jeunes**.

Cette année, nous avons eu enfin le plaisir d'accueillir dans nos rangs un nouveau membre : **Allons Enfants**. Bienvenue à eux ! Ils nous aideront à positionner le **FFJ** comme un acteur incontournable des politiques de jeunesse.

**Ibrahim Chenouf, Co-responsable
Pour le Comité d'animation du FFJ**

L'organisation du FFJ

Conseil d'administration

Le **Conseil d'administration** (CA) est le lieu de validation des positionnements du **FFJ**. Celui-ci s'est réuni à 5 reprises pour l'année 2019-2020. Merci aux **Jeunes Radicaux et au MRJC** de nous avoir accueilli respectivement dans leurs locaux. Crise sanitaire oblige, les CA d'avril et juin se sont tenus pour **la première fois en distanciel** et nos membres ont été au rendez-vous.

En juin 2020, le **FFJ** est heureux d'avoir accueilli un nouveau membre au sein de son collègue partisan : **Allons Enfants**.

Allons Enfants

Né des élections municipales en 2014, **Allons Enfants** est un parti doté d'une ambition politique majeure : celle de réconcilier les jeunes avec la Politique. Face au décrochage toujours plus flagrant de l'intérêt et de la confiance que porte la jeunesse dans les affaires publiques, **Allons Enfants** permet à chacun·e d'exprimer son opinion, de débattre, de faire entendre sa voix et de **lutter contre l'autocensure des jeunes** qui ne ressentent pas la légitimité de s'engager. Surtout, **Allons Enfants** a la volonté de voir tout un chacun trouver sa place dans la société. À contre-courant des luttes partisans, **Allons Enfants** s'inscrit au sein de cinq combats idéologiques de notre époque : **la jeunesse, l'Europe, l'environnement, l'inclusion et l'innovation**.



Comité d'animation

Le **Comité d'animation** est garant du bon fonctionnement du **FFJ** tel qu'il est défini par les statuts et la **Charte des valeurs**. Il assure le porte-parolat de l'association auprès des pouvoirs publics et des partenaires. Cette année, la composition était la suivante :



L'année **2019-2020** a été marquée par une fréquence de réunion très dynamique, donnant lieu à **16 rencontres** - un rythme plus intense que les années précédentes. Cela se justifie par un besoin d'échanger davantage pendant le confinement sur les questions de **ressources humaines et financières** et pour suivre la riche actualité réglementaire.

Conseil des partenaires

Le **Conseil des partenaires** est composé d'organisations en lien avec la jeunesse avec qui le **FFJ** travaille activement, mais non-membres car ne répondant pas forcément aux critères pour en faire partie (notamment celui fixant la moyenne d'âge de l'instance dirigeante inférieure à 30 ans). Les objectifs de ce Conseil sont nombreux :

- Renforcer la place du FFJ dans le paysage partenarial
- Consolider la mise en œuvre des actions du FFJ
- Se laisser interpeller sur des sujets ou encore construire des partenariats nouveaux

Le **Conseil des partenaires** est une instance consultative qui existe depuis 2015, elle n'a pas vocation à prendre des décisions sur l'action du **FFJ**. Les organisations du **Conseil des partenaires** sont invitées à participer aux **séminaires thématiques** et, sur sollicitation du **FFJ**, à ses commissions.

Nos partenaires ont été invités à notre **Assemblée générale de septembre 2019**, une première dans l'histoire de notre association. Des échanges constructifs, qui ont permis d'enrichir le débat sur les politiques de jeunesse - en présence de **Béatrice Angrand** et **Tom Chevalier**. Merci donc à nos partenaires pour leur confiance renouvelée.

Commissions de travail

Commission Europe : animée par **Laure-Anne Emo** (Jeunes Radicaux) et **Marie Caillaud / Tosia Stepniak** (Jeunes Européens France).

Commission environnement : animée par **Ibrahim Chenouf** (BNEI-FENEPSY-UNEAP-UNEDESEP) et **Héloïse Moreau** (UNL).

Commission inclusion/diversité : animée par **Radia Bakkouch** (Coexister) et **Omar Didi** (MAG Jeunes LGBT).

Composition actuelle

CFDT, Scouts et Guides de France, CNAJEP, ANACEJ, CIDJ, UNICEF France, Unis-Cité, AFEV, CGT, UNML, collectif AEDE, Planning Familial, Animafac.

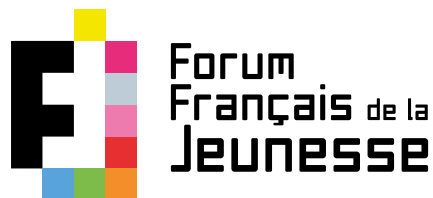
L'équipe permanente

Depuis 2013, le **FFJ** possède une équipe salariée qui n'a cessé de grandir d'année en année : embauche en 2014 d'une chargée de développement, création en 2016 d'un poste d'attachée du groupe des **organisations étudiantes** et **mouvements de jeunesse** au **CESE** (mise à disposition à 100% pour cette institution). Le **FFJ** recrute aussi ponctuellement des stagiaires en communication.

Du changement pour l'année 2019-2020 : après 4 ans de bons et loyaux services, **Morgane Hiron** a quitté son poste d'attachée de groupe au **CESE**, merci à elle pour son investissement sans faille et sa bonne humeur ! **Héloïse Péaud** a repris le poste en **janvier 2020 en CDD puis en CDI depuis juillet 2020, bienvenue à elle.**

Nous avons aussi accueilli **Célia Mangin** en tant que **stagiaire chargée de communication** à partir de février 2020 pour un stage de 5 mois. Célia continue son engagement au **FFJ** en **qualité d'apprentie à compter du 1er septembre 2020, bienvenue dans l'équipe !**

Organisation du



Instances

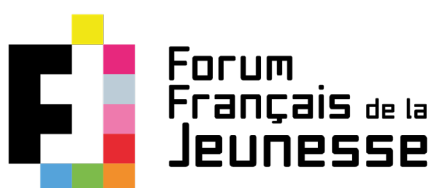
- le Conseil d'administration
- le Comité d'animation
- le Conseil des partenaires

Commissions

- Commission Europe
- Commission Environnement
- Commission Diversité/Inclusion

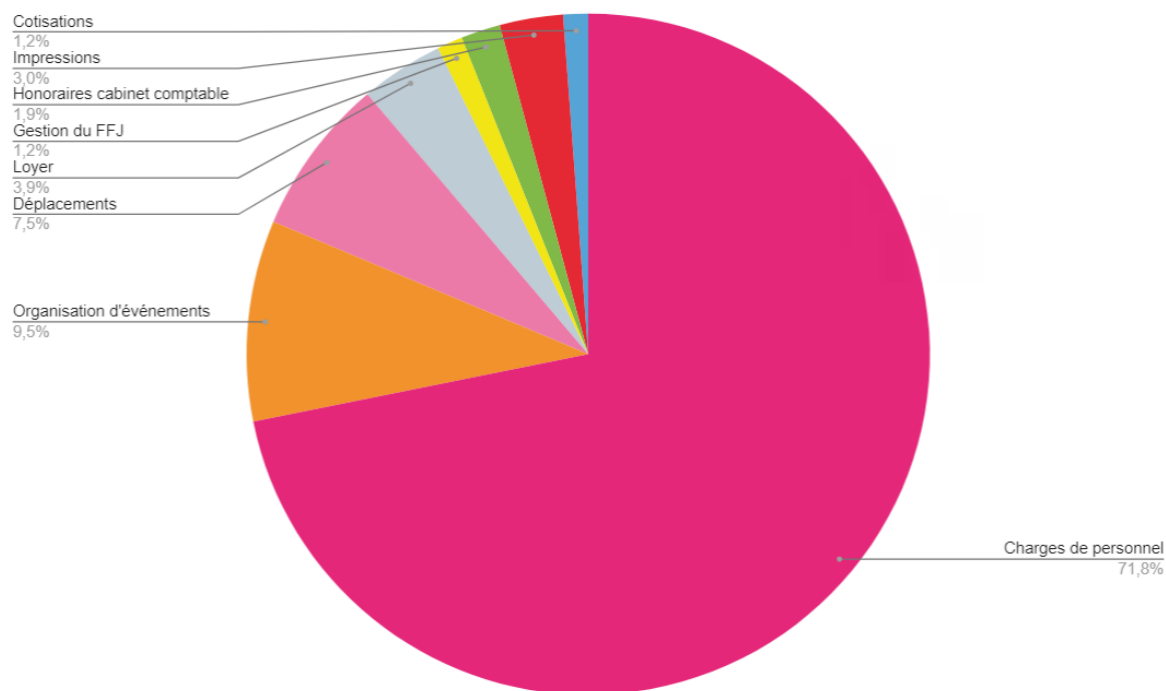
Équipe salariée

- Délégué général
- Chargée de développement
- Collaboratrice du groupe OEMJ
- Stagiaire en communication

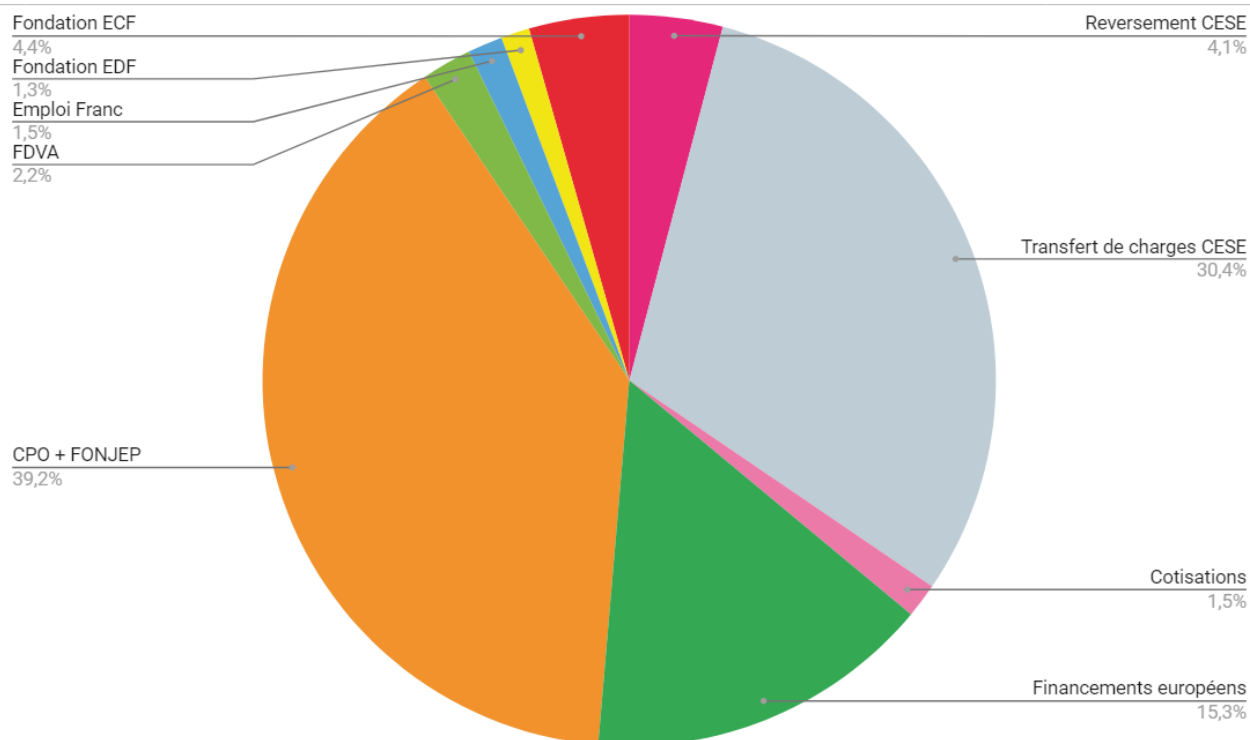


2019 en chiffres

Dépenses



Recettes



Total du bilan : 127 154 €
Total des produits d'exploitation : 164 265 €
Total des charges d'exploitation : 155 714 €
Résultat net comptable : 8 551 €

Un mot du trésorier

Le **FFJ** clôture les comptes de sa **8ème année associative** et comme l'année dernière, le résultat net comptable est positif. Cela s'explique par une quasi-stabilisation des produits et des charges. Cette dynamique participe à la pérennisation du modèle du **FFJ**.

Les charges du **FFJ** sont répartis de manière assez disparate, **72% concernent les parts salariales** (en baisse), **17% pour les charges directes liées aux projets** (en hausse) et le reste en frais divers de gestion. Les produits quant à eux sont homogènes et viennent principalement du secteur public, avec trois sources principales : le **CESE**, la Convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) et les financements européens (Commission européenne en France et programme Erasmus +). Nous continuons d'améliorer notre relation avec la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) puisque celle-ci nous a accordé deux postes FONJEP. Cette confiance est indispensable pour maintenir les activités du **FFJ**.

En 2019, le **FFJ** a su diversifier ses financements en attirant pour la première fois des financements privés, **merci à la Fondation européenne pour le climat et à la Fondation EDF pour leur soutien financier** ! L'année 2020 devrait relever ces défis et renforcer les liens notamment avec la DJEPVA afin d'assurer la signature d'une nouvelle CPO plus ambitieuse sur les trois prochaines années et renforcer cette nouvelle dynamique de financements privés.

Omar Didi,
trésorier 2019-2020 du **FFJ**

Politiques de jeunesse

Ce dossier stratégique est suivi par les membres du Comité d'animation du FFJ, il n'y a pas de commission de travail spécifique à ces enjeux. Le Comité d'animation présente à chaque Conseil d'administration les avancées de ses travaux et réflexions.

Les objectifs de l'année 2019-2020

- **Construire des synergies avec les autres acteurs associatifs pour porter plus haut, et plus fort, notre plaidoyer ;**
- **Faire en sorte que des réformes d'ampleur pour la société (RUA, retraites...) prennent en compte la parole des jeunes et des organisations qui les représentent ;**
- **Mettre à jour nos positionnements sur l'engagement, la mixité, l'insertion professionnelle et le Service national universel.**

Au gré des alternances politiques et des gouvernements successifs, le **FFJ** s'exprime régulièrement pour dénoncer l'empilement de nouvelles mesures ou de critères d'âges qui ont tendance à placer les jeunes dans des silos, et qui ne comprennent pas les jeunes dans leur globalité (formation, emploi, engagements, culture...).

Depuis la création du **FFJ** en 2012, nous souhaitons au contraire que les politiques qui impactent la vie des jeunes soient construites de manière interministérielle (par le biais du délégué interministériel à la jeunesse), transversale (prise en compte de toutes les composantes et du parcours des jeunes) et en concertation avec les organisations de jeunes. C'est de cette manière que les politiques de jeunesse auront un impact durable et réel sur les jeunes et répondront à leurs besoins.

L'investissement dans la jeunesse doit en effet sortir des logiques seulement comptables. En protégeant la jeunesse, et en faisant de cet âge de la vie « **le temps de tous les possibles** », la société toute entière doit préparer l'avenir du pays en agissant sur une logique de long terme.

Place et engagement des jeunes dans la société

Depuis 2012 le **FFJ** met en avant l'engagement des jeunes. Ils-elles sont massivement engagés au service de la société : **près d'un·e jeune français·e sur deux est déjà membre d'une association, et/ou prêt·e à s'engager bénévolement.** Si les motifs, lieux et cadres d'engagement évoluent, c'est qu'ils n'ont, eux, pas attendu la transformation de la société pour s'adapter. Cet engagement est dynamique, gratuit, volontaire, pérenne, empli de sens. Chez les jeunes, il se renforce massivement dans les associations, les services civiques, mais il se vit aussi dans leur parcours professionnel, leur vie quotidienne, par des projets qui ont du sens pour le progrès de notre société.

En matière d'engagement, l'année 2019-2020 a été marquée pendant le confinement par une formidable vague de solidarité intergénérationnelle portée par des jeunes et qui a permis de mettre en avant leur engagement au service des plus fragiles.

Nouvelle représentation : le Comité stratégique de l'Agence du Service civique

Le **Comité stratégique** est composé des administrateurs et de la majorité des parties prenantes du **Service Civique**. Il a pour mission de débattre de toute question relative aux orientations et au développement du **Service Civique**.

Le **FFJ** en est membre depuis fin 2019, et y porte son plaidoyer en matière de lutte contre les emplois déguisés, de valorisation de l'engagement des jeunes et de maintien de la qualité des missions. En 2019-2020, le **FFJ** a été particulièrement investi au sein de cette représentation et notamment pendant le confinement pour garantir **la sécurité des volontaires**. Au regard de la pauvreté qui affecte les plus jeunes, nous avons proposé que l'Agence proroge les contrats des volontaires **à une durée équivalente au confinement** (en prenant en charge les frais). Cette demande n'a malheureusement pas été entendue par les pouvoirs publics.



Après un été 2019 synonyme de lancement pour le **Service national universel**, l'**Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire** (INJEP) a livré en plusieurs étapes les conclusions de son enquête qualitative et quantitative réalisée à la fois grâce à des questionnaires auto-administrés, des observations et des entretiens. Ce travail a relancé les réflexions du **FFJ** en interne. Un groupe de travail animé par **Héloïse Moreau** a permis de décrypter les résultats de cette enquête grâce à un travail d'arpentage, et de rédiger une note complète sur le sujet, dans le but d'alimenter les différents rendez-vous institutionnels.



L'objectif de cette note est de proposer au **SNU** une contre-proposition documentée et construite par les organisations membres du **FFJ**, sur la base des objectifs fixés par le Gouvernement :

- **Renforcer la cohésion nationale par l'expérience de la mixité sociale et territoriale au sein d'une même classe d'âge ;**
- **Développer une culture de l'engagement par la transmission des valeurs de solidarité et la promotion des modalités d'implication dans une tâche d'intérêt collectif ;**
- **Accompagner l'insertion sociale et professionnelle des jeunes par l'identification de difficultés et l'orientation vers des dispositifs adaptés ;**
- **Accompagner les jeunes dans la prise de conscience des enjeux de « Défense et de sécurité » par la mise en œuvre d'une instruction complémentaire.**

De nombreux·euses bénévoles du **FFJ** ont été impliqué·e-s sur les différents temps de travail : mixité, culture de l'engagement, insertion professionnelle des jeunes ou encore éducation à la paix. Ces travaux ont ouvert la voie à de nouvelles recommandations validées par le **Conseil d'administration d'avril 2020**.

Le FFJ au CESE

Le **FFJ** continue par ailleurs à être actif au Conseil économique, social et environnemental (CESE), et notamment dans le groupe [Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse](#) (OEMJ) au sein duquel il est représenté par Emelyn Weber et Bertrand Coly depuis 2015.

Cette année, le **FFJ** a été auditionné dans le cadre de la saisine "[Générationnelles : construire les solidarités de demain](#)", un avis inédit puisque le CESE a associé aux travaux un groupe citoyen dont la moitié des membres avait moins de 35 ans. L'occasion de porter nos recommandations en matière de lutte contre les inégalités entre les générations, de formation tout au long de la vie ou encore de propriété individuelle.



Le 17 décembre 2019, le **FFJ** et les autres membres du groupe OEMJ ont organisé l'événement "[Quelle place pour les jeunes dans la démocratie de demain ?](#)" en présence de 80 personnes, dont le secrétaire d'État Gabriel Attal.

Cette soirée avait pour objectifs de présenter les propositions des organisations pour améliorer la place des jeunes dans la société, mais aussi de communiquer sur [leur bilan au CESE et dans les CESE](#).

Sécurisation financière des jeunes

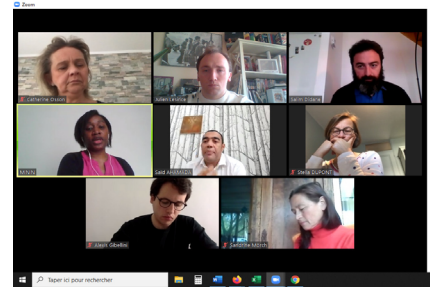
Depuis 2014, le **FFJ** milite ouvertement pour que les jeunes aient accès, dès 18 ans, au **Revenu de solidarité active** (RSA). Cette année 2019-2020 a été marquée par une médiatisation grandissante de la notion de **précarité étudiante** et par un confinement synonyme d'une paupérisation accrue pour les jeunes travailleur·euse·s, les étudiant·e·s ou encore les demandeur·euse·s d'emploi. Face à ces réalités et ces constats, le **FFJ** a effectué un travail de dialogue avec les pouvoirs publics et avec le grand public pour faire bouger les lignes. En novembre 2019, le Comité d'animation du **FFJ** a été entendu par le **Délégué général de la République en Marche, Stanislas Guérini, afin d'échanger autour de la précarité des jeunes**.

Dès le début du confinement, le **FFJ** a remobilisé les organisations membres du collectif "[Pour un Big Bang des Politiques de Jeunesse](#)" (BBPJ) afin d'interpeller le Gouvernement sur l'urgence de prendre en compte la situation des jeunes pendant le confinement :

« Ces organisations œuvrant au quotidien auprès des jeunes savent que les premières victimes de la crise sont les plus fragiles, les plus précaires, assez largement constitué d'une jeunesse déjà frappée par le mal-logement et la pauvreté en temps "normal". Déjà, nos organisations observent un blocage des parcours d'insertion professionnelle pour les jeunes : arrêt de CDD, mise au chômage, blocage des missions d'intérim, report des stages, etc. Les jeunes ne doivent pas encore faire office de variable d'ajustement dans un marché de l'emploi qui va se durcir. »

Covid-19 : l'urgence de prendre en compte la situation de tous les jeunes ! Communiqué de la plateforme BBPJ du 20 avril 2020.

Cette expression publique commune du 20 avril 2020 a notamment permis d'émettre des propositions, dont celle de verser une aide exceptionnelle aux jeunes de moins de 25 ans en situation de précarité, étudiant·e·s ou non et ne bénéficiant pas du RSA. Ces revendications ont été portées par le FFJ, mais aussi la CFDT et l'UNHAJ, dans le cadre d'une audition parlementaire avec le député LREM Saïd Ahamada mais aussi du conseiller jeunesse du Premier ministre.



Le 4 mai 2020, le Premier ministre annonçait devant le Sénat qu'[une aide de 200 euros serait versée à 800 000 jeunes de moins de 25 ans](#) "précaires ou modestes". Si cette aide a permis à des centaines de milliers de jeunes de respirer financièrement, elle n'a été que ponctuelle et son montant largement inférieur au niveau du RSA.



ALERTE



Pour un accès garanti des jeunes à une allocation et un accompagnement social global

En juillet 2020, le **FFJ** s'associait de manière inédite au Collectif Alerte et au **collectif BBPJ** pour porter un plaidoyer autour d'un droit à l'accompagnement personnalisé pour les jeunes de 18 à 25 ans.

Tout au long de l'année 2019-2020, le **FFJ** s'est également engagé au sein du collège jeunes de la concertation **Revenu universel d'activité** (RUA), en portant les lignes rouges suivantes :

- **Ouverture du RUA aux 18-25 ans mais sous conditions :**
 1. Représentation de la jeunesse dans la gouvernance du RUA
 2. Hausse du niveau de vie des jeunes
 3. Maintien de l'accompagnement personnalisé si applicable
- **La réforme ne peut se faire à budget constant**
- **Le FFJ souhaite une entrée des jeunes dans le droit commun et se positionne donc du côté de l'individualisation des aides sociales**



Les travaux de cette concertation ont malheureusement été stoppés en raison de la crise sanitaire, et le chantier n'a jamais repris. De plus, le secrétariat d'État en charge de la lutte contre la pauvreté a été supprimé au dernier remaniement (juillet 2020), un signal inquiétant au regard de la **grande précarité des jeunes**, et notamment au sortir du confinement.

Sur la question du **RSA pour les jeunes de moins de 25 ans**, nous avons apporté notre soutien à l'initiative menée par le Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF) : avec la [consultation](#) ou encore à la [lettre d'interpellation](#) à destination du Gouvernement pour mettre un terme à cette anomalie française d'exclure les moins de 25 ans du système de solidarité.

Enfin, le **FFJ** a porté une expression dans le cadre de la **réforme des aides au logement** (APL) et de la réforme du mode de calcul de l'assurance chômage, impactant particulièrement les jeunes. En novembre 2019, le **FFJ** s'est associé au [communiqué de de presse de l'UNHAJ](#) pour alerter sur les dangers de la réforme des **APL**, et y proposer un autre mode de calcul.

« Le projet de loi de finances 2020 néglige un public parmi les plus exposés à la crise sociale : les jeunes, en particulier ceux dont le parcours n'est pas linéaire. La réforme des aides au logement ainsi que celle de l'assurance-chômage vont impacter directement leurs ressources déjà précaires et donc les fragiliser. Plusieurs des réformes que le gouvernement s'apprête à mettre en œuvre vont inmanquablement fragiliser la situation des plus précaires, en début de parcours professionnel et aux ressources non pérennes : les jeunes. »

Réformes des APL et de l'assurance-chômage : les jeunes aux parcours fragmentés sont les plus malmenés, communiqué du 19 nov 2019.

En juin 2020, notre délégué général s'est exprimé dans les colonnes de [La Tribune](#) à ce sujet, estimant que la réforme de l'assurance chômage était une "machine à broyer les plus précaires".

Insertion, orientation et emploi des jeunes

L'émergence de la crise de la Covid-19 a contribué à déstabiliser le fonctionnement du marché du travail en France et en Europe, et a eu un impact d'ordre social et économique sur les plus jeunes. Déjà victimes d'un fossé social et en marge du marché du travail (difficulté d'insertion, travail précaire, faible rémunération...), les jeunes font partie des populations les plus touchées par les conséquences de la crise sanitaire.



Alors que **“la pandémie constitue aussi aujourd'hui une crise sociale majeure qui fait courir un grand risque sur l'avenir des jeunes et accentue les inégalités entre générations”**, le **FFJ** a souhaité apporter en juillet 2020 sa contribution au débat et livrer une boîte à propositions au service des jeunes : un plan jeunesse global et à même de répondre aux besoins urgents des jeunes. Une contribution rédigée collectivement par les organisations

membres du **FFJ** afin de lutter contre la précarité des jeunes, mais aussi de faciliter l'emploi des jeunes, d'apporter des réponses aux étudiant·e·s et de faciliter l'engagement des jeunes.

#1JEUNE1SOLUTION

Au sortir de la crise de la Covid-19,
accompagner les 16-25 ans pour
construire leur avenir

Fin juillet 2020, le Gouvernement a présenté un plan **"1 jeune 1 solution"** à son tour et fait des annonces en faveur de l'apprentissage, de l'embauche et de la formation des jeunes. Si l'on peut se réjouir que les pouvoirs publics mettent sur la table 6.5 milliards d'euros pour accompagner l'insertion professionnelle des jeunes, ce plan n'est que parcellaire et ne répond pas aux problématiques de sécurisation financière des jeunes. Afin de compléter ce plan, le **FFJ** demande :

PLAN JEUNESSE

Ouvrir le RSA aux moins de 25 ans



Nous demandons au Gouvernement de tout mettre en oeuvre pour permettre aux moins de 25 ans d'accéder dans les meilleurs délais à des ressources



PLAN JEUNESSE

Garantie jeunes



- Permettre à 200 000 jeunes d'en bénéficier par an, y compris les jeunes diplômé·e·s
- Étendre de 25 à 30 ans l'âge limite



PLAN JEUNESSE

Réforme assurance chômage



Le FFJ demande le retrait de cette réforme, qui fragilise particulièrement les jeunes, surtout au vue de la crise économique et sociale actuelle



PLAN JEUNESSE

Financement des associations



Le FFJ propose la création d'un fonds de soutien pour les associations en difficulté financière face à la crise





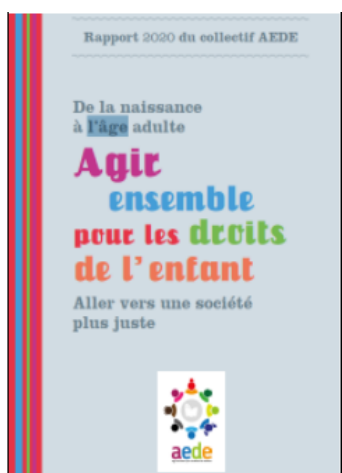
Ces propositions ont notamment été présentées au cabinet de la nouvelle Ministre du travail Elisabeth Borne, ainsi qu'à la déléguée interministérielle à la lutte contre la pauvreté, Marine Jeantet.



Dans le cadre de la grande stratégie pauvreté impulsée par le Président de la République, un grand chantier autour de la création d'un Service public de l'insertion était annoncé. Le **Conseil d'orientation des politiques de jeunesse** (COJ) a été saisi fin 2019 sur cette question et les membres du **FFJ** ont été particulièrement actifs dans les auditions préparatoires au rapport. L'objectif pour le **FFJ** était de placer les jeunes au cœur de ce futur service public, en évitant les ruptures de parcours et d'être baladés entre de nombreux interlocuteurs.

Dans les représentations extérieures

Droits de l'enfant : le **FFJ** a été particulièrement impliqué au sein du collectif **"Cause majeur !"** et du collectif **"Agir Ensemble pour les droits de l'enfant"** (AEDE) à travers la rédaction du [rapport alternatif 2020](#) envoyé au **Comité des droits de l'enfant des Nations Unies** notamment. L'année 2019 a également été marquée par les 30 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant, un moment fort pour ces deux collectifs.



- **Conseil d'orientation des politiques de jeunesse** (COJ) : après une première mandature ponctuée par un changement de Gouvernement, le COJ a vu sa composition entièrement modifiée à l'occasion d'un renouvellement de ses membres. Le **FFJ** conserve ses 12 représentant·e·s qui sont réparti·e·s entre les différentes commissions (insertion, éducation populaire) et qui portent la voix des jeunes au sein d'une institution mixte (élu·e·s, représentant·e·s associatif·ve·s et services de l'État). Cette année, les membres du **FFJ** ont été particulièrement investi·e·s sur le groupe de travail consacré à l'enseignement moral et civique (EMC), les plans éducatifs territoriaux et la ruralité grâce à la remise d'un rapport sur le sujet au ministre **Gabriel Attal**.
- **Rencontres nationales des élu·e·s et des professionnel·le·s de la jeunesse, le Neuj'pro 2019** : après une édition 2018 peu attractive, le FFJ a souhaité redynamiser cette rencontre originale qui a lieu chaque année à Vichy. Nos propositions ont été entendues et la collaboration renforcée avec le Conseil départemental de l'Allier.



Porter la voix des jeunes dans les territoires

Élections municipales

À l'occasion des élections municipales de mars et juin 2020, le **FFJ** a souhaité porter une parole construite collectivement : les politiques municipales doivent être l'affaire de tous et toutes – et surtout des plus jeunes !

En 2014, plus de **50% des jeunes de 18 à 25 ans n'étaient pas allé·e·s voter** (soit plus de dix points au-dessus de la moyenne nationale), faute d'inscription, faute d'informations, faute d'intérêt ? Le **FFJ** ne croit pas aux stéréotypes véhiculés au sujet des jeunes et souhaite encourager les différentes listes à s'adresser directement à la jeunesse avec des mesures qui la concernent. C'est en ce sens qu'un groupe de travail, co-rapporté par **Margaux Rouchet et Julien Lesince**, s'est penché sur cette question entre octobre 2019 et juin 2020 pour livrer **30 propositions** construites par des jeunes, autour de **l'environnement, du logement, de l'engagement et des mobilités**.

[Ces propositions sont à retrouver en intégralité dans notre Avis numéro 7 "Les jeunes & les municipales"](#)



Cet avis avait une vocation double :

- Que les jeunes se saisissent de **ces propositions** pour faire entendre leur voix au niveau local, tout en faisant un choix éclairé ;
- Que les **formations politiques** présentant des candidat·e·s se saisissent également de ces propositions et les incorporent au sein de leur programme.



De **février à mars**, une grande campagne de communication a été lancée sur les **réseaux sociaux** pour interpeller les formations politiques dans les **25 plus grandes villes françaises** sur la base de nos propositions. Une campagne efficace et qui a suscité une attention politique et médiatique autour du **FFJ** !



Le 28 juin 2020, d'après une estimation Ipsos/Sopra Steria, **72% des jeunes de 18 à 24 ans** ne sont pas allé·e·s voter. Le **FFJ** considère que ces chiffres sont alarmants et que le renforcement de la participation civique et citoyenne des jeunes devrait être au cœur de l'action des pouvoirs publics. À cette occasion nous avons rédigé un [communiqué de presse](#) pour rappeler nos propositions.

Partenariat FFJ/ANACEJ



Pour la première fois depuis sa création, le **FFJ** s'est associé à l'observatoire du comportement électoral des jeunes de l'**ANACEJ** pour réaliser une **enquête IFOP** sur la participation et le **comportement des 18-25 ans** dans le cadre du 1er tour des élections municipales ! Les résultats ont été dévoilés le 3 mars 2020 au siège de l'**AMF**.



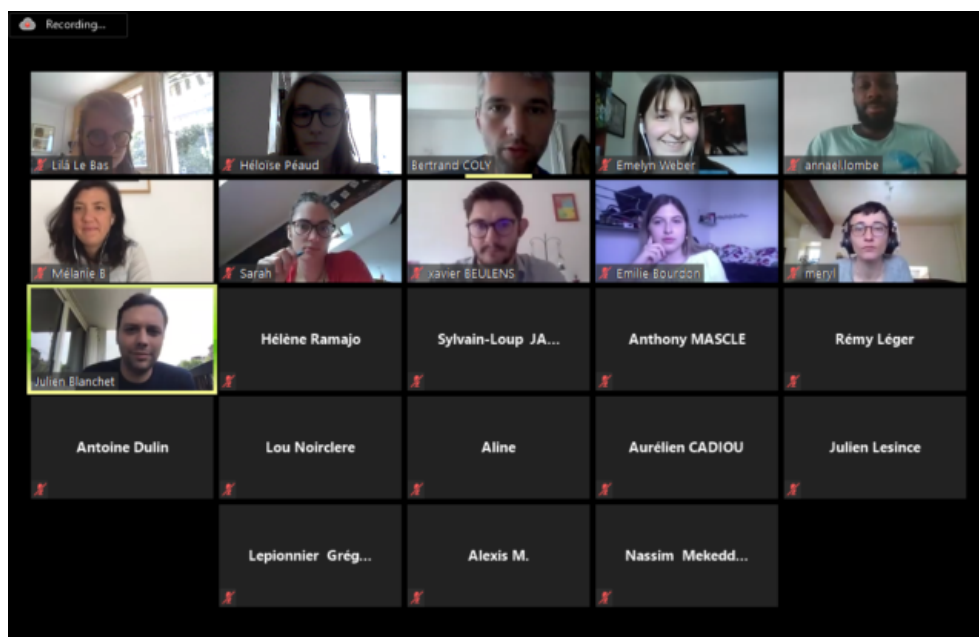
[Retrouvez tous les résultats de cette enquête sur notre site internet !](#)

Rencontres CESE/CESER

L'année 2019-2020 a été ponctuée par l'organisation de deux rencontres entre les jeunes conseiller·ère·s des **Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux** (CESER) et les mouvements de jeunesse représentés au CESE. Ces rencontres financées par le **FFJ** servent à :

- **Créer du lien entre le CESE et les CESER et au sein-même des CESER (échanges sur les avis en cours, sur le fonctionnement de chaque institution...)**
- **Aider/outiller les conseiller·ère·s dans leur mandat (échanges de pratiques, formation...)**
- **Construire des projets communs (valoriser la place des jeunes dans les CESER et au CESE, plaider, rendre les CESER plus démocratiques et ouverts à la société, réflexions sur la réforme constitutionnelle en cours...)**

La rencontre du 8 mai s'est déroulée pour la première fois en visioconférence, suite aux mesures de confinement instaurées par le Gouvernement. **Le [compte-rendu](#) est disponible sur notre site internet.**



Régionalisation de l'action du FFJ

La volonté du **FFJ** de s'inscrire au plus près des territoires n'est pas nouvelle : création d'un FRJ Lorraine en 2013, réunions de travail en **Poitou-Charentes, Aquitaine et Limousin**... Ces tentatives n'ont pas porté leurs fruits pour des raisons de réorganisation territoriale en 2016. En 2019-2020, le **Comité d'animation** a travaillé à une nouvelle stratégie pour implanter durablement son action dans les régions, et celle-ci a été adoptée en avril 2020 par le **Conseil d'administration**.

Les enjeux européens et internationaux

Commission Europe : rapportée par **Laure-Anne EMO** (Jeunes Radicaux), **Marie CAILLAUD / Tosia STEPNIAK** (Jeunes Européens France) et suivie par **Anaïs ANSELME** du côté de l'équipe permanente.

Les objectifs de l'année

- Mobiliser la jeunesse française autour des objectifs européens pour la jeunesse (Youth Goals) et contribuer au Dialogue entre l'UE et la jeunesse ;
- Inscrire le FFJ dans une action internationale et multilatérale, en participant à des sommets ;
- Aller chercher de nouvelles représentations extérieures sur cet enjeu ;
- Développer un lien avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ;
- Renouveler notre siège au sein du jury du "Prix Charlemagne pour la jeunesse".

Tour de France des objectifs européens pour la jeunesse



Le **FFJ** souhaite, à travers ce projet, rendre possible la co-construction des politiques publiques en Europe à travers les **11 objectifs** pour la jeunesse européens, définis par les jeunes représentant·e·s lors du 6e cycle de dialogue structuré. Le **FFJ** a conçu cette année un **escape game** pour diffuser de manière ludique ces OEJ.

À travers des rencontres dans toute la France et les territoires d'Outre-mer, **notre projet souhaite réunir des jeunes de tous horizons**, afin d'entamer la réflexion et le dialogue avec les décideur·euse·s politiques sur la mise en place de ces objectifs et de rendre effective la voix des jeunes sur des problématiques qui les concernent.

De la même manière que pour les **Objectifs de développement durable** (ODD), il s'agit d'utiliser les **"youth goals"** pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tou·te·s les jeunes en Europe. En 2019-2020, et en raison de la crise du coronavirus, seules trois rencontres régionales ont pu voir le jour. **Le projet va donc être rééchelonné jusqu'à 2021 pour s'adapter à la crise sanitaire.**

Prix Charlemagne pour la Jeunesse européenne



Pour la 6e année consécutive, le **FFJ** a participé au **prix Charlemagne de la Jeunesse européenne** ! La réunion du Jury français du Prix s'est tenue en mars 2020.

Depuis 2008, le Parlement européen et la « **Fondation du prix international Charlemagne** d'Aix-la-Chapelle » invitent chaque année les jeunes de 16 à 30 ans, originaires de tous les États membres de l'Union européenne, à soumettre des projets menés par des jeunes pour les jeunes et contribuant activement au développement de l'Europe.

Cette année encore, le **FFJ** a été ravi de participer à l'aventure et de découvrir les beaux projets de ces jeunes engagé·e·s.

7ème Forum jeunesse euro-arabe

En novembre 2019, le **FFJ** était présent, en la personne de Julien Doche, à cette édition consacrée à la paix et au rôle des jeunes dans la résolution des conflits. Ce Forum a rassemblé une centaine de dirigeant·e·s et militant·e·s d'organisations de jeunesse des États membres de la **Ligue Arabe et du Conseil de l'Europe**.

Le forum vise à renforcer la participation des jeunes et des organisations de jeunesse dans la coopération euro-arabe pour une construction de la paix et des sociétés inclusives à partir de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur les jeunes, la paix et la sécurité. [Les conclusions de ce Forum sont à lire ici.](#)



Un renforcement des relations avec les organisations de jeunes dans le monde

2019-2020 a aussi été l'occasion pour le **FFJ** de nouer de nouveaux partenariats avec la société civile organisée, et notamment les **associations gérées et animées par des jeunes** :

- Rencontre en janvier 2020 avec Adam Dicko, directrice de l'**Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active (AJCAD)**, association malienne de jeunes qui effectue un travail colossal pour reconnecter les jeunes au vote et qui mène des projets de terrain inspirants ;
- Audition en septembre 2019 d'auditeur·ice·s russes dans les locaux du CESE, issu·e·s d'organisations de la société civile russe. Une chance pour renforcer les liens entre les sociétés civiles russes et françaises. Cette rencontre est organisée tous les ans par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères ;
- Anciennement dénommée **TCFJRQ**, nous avons repris contact avec l'organisation québécoise [Citoyenneté jeunesse](#) dans le cadre d'un grand projet autour de la francophonie. 7 ans après l'échange que nous avons organisé autour des politiques de jeunesse, la vitalité de nos échanges est toujours là !
- Enfin, le **FFJ** a échangé tout au long de cette année avec son homologue belge, le [Forum des jeunes](#), sur les objectifs européens de la jeunesse, la francophonie, la gouvernance des têtes de réseaux...

Des prises de position sur l'Union européenne

En cette année 2019-2020, le **FFJ** a décidé de se rapprocher de ses organisations membres pour réagir **aux enjeux européens**. En octobre 2019, à l'occasion des Erasmus Days, le **FFJ** publiait un [communiqué de presse](#), aux côtés des Jeunes Européens France, du MJS et des Jeunes Écologistes, pour appeler les institutions européennes à multiplier par **10 le budget alloué à Erasmus +** :

« Erasmus+ est un programme phare de l'Union européenne, connu de la majorité des citoyens. Pourtant, trop peu de jeunes peuvent vraiment en bénéficier. C'est pourquoi les Jeunes Européens défendent une augmentation substantielle du budget dévoué aux programmes Erasmus+, en multipliant par 10 le budget par rapport à la période 2014-2019. Cette augmentation permettrait de financer la généralisation des expériences de mobilité. »

En juin 2020, [toujours dans une logique de partenariat](#), nous soulignons l'effort historique du **plan de relance européen** tout en alertant des coupes prévues dans le secteur de la jeunesse et de la culture :

Communiqué de presse

Vendredi 11 octobre 2019



Erasmus Days : pour une Europe de la jeunesse plus ambitieuse !

PLAN DE RELANCE EUROPEEN :
Un très grand jour pour la solidarité européenne,
mais de mauvaises nouvelles pour la jeunesse



« Cela faisait longtemps que l'Union européenne n'avait pas été aussi ambitieuse : **750 milliards d'euros** empruntés en commun, un fonds de "transition juste" doté de **40 milliards, de nouvelles ressources propres annoncées...** Nous saluons la proposition de plan de relance européen présentée par **Ursula Von der Leyen**, Présidente de la Commission européenne, qui est à la hauteur de la crise que **nous traversons et qui serait historique si elle était adoptée.**

En particulier nous saluons le caractère solidaire ce **plan de relance** : pour la première fois, l'**Union européenne** emprunterait de l'argent en commun, permettant une véritable solidarité financière européenne.

Enfin, la priorité au **Pacte Vert européen (Green Deal)** est un très bon signal : la relance européenne doit se faire en permanence avec les objectifs climatiques et environnementaux en tête. Toutefois, en parallèle de cette proposition réjouissante, nous souhaiterions souligner un risque élevé pour les programmes de jeunesse et culturels, en particulier dans le contexte de la **crise économique et sociale à venir.**

Comme l'a mis en avant la **Commission Culture et Éducation (CULT)** du Parlement européen, les chiffres font état de coupes dans les programmes Erasmus+, Creative Europe et le Corps européen de solidarité. [...] Ainsi, nous appelons **les États membres, et notamment la France, à soutenir fortement ce plan de relance, mais en y ajoutant une hausse des budgets dédiés à la jeunesse et à la culture.** »

Dans les instances de représentations

- **Comité territorial de la mobilité européenne et internationale (CTMEI)** : cette instance s'est réunie en janvier 2020, une première depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron. Le **FFJ** y a animé un atelier sur les échanges et mobilités vertes et durables.
- **Conseil d'orientation de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ)** : en juin 2020, nous avons porté la parole des jeunes sur la crise du Covid-19 et la notion de lutte contre les dérèglements climatiques.
- **Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)** : du nouveau dans cette représentation puisque Morgane Goudjil y a débuté un mandat de quatre ans pour le FFJ !
- **Conseil franco-russe des échanges de jeunes** : le FFJ a été approché par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour siéger au sein de cette nouvelle instance. La crise du Covid-19 n'a malheureusement pas permis à ces travaux de démarrer.

Le FFJ s'engage pour le climat

Commission Écologie : rapportée par **Ibrahim CHENOUF** (BNEI-FENESPY-UNEAP-UNEDESEP) et **Héloïse MOREAU** (UNL), et suivie par **Anthony IKNI** du côté de l'équipe permanente.

Les objectifs de l'année

- Irriguer le plaidoyer de nos organisations membres ;
- Créer plus de lien avec les acteurs de la société civile et notamment les organisations de jeunesse ;
- S'adresser directement aux jeunes et convaincre les indécis·e·s ;
- Trouver des représentations extérieures en lien avec les thématiques de la commission.

Coalition jeunes

En 2019-2020, le **FFJ** a été moteur dans la création d'une coalition d'organisations de jeunes s'engageant au service de la transition démocratique, écologique et sociale. Composée d'une vingtaine d'associations membres, cette coalition s'est positionnée sur les sujets suivants :

- **Convention citoyenne pour la climat**
- **Enseignement supérieur et recherche**
- **Green deal européen**

Cette coalition a été invitée au Parlement européen en décembre 2019 pour rencontrer des parlementaires de tous bords et des organisations européennes de la société civile. L'occasion de parler de la pollution, des transports en Europe ou encore de justice sociale.

En décembre 2019, nous co-organisons la journée "Make our lessons green again", aux côtés de la **FAGE**, du **REFEDD**, de **Pour un réveil écologique** et tant d'autres... Cette journée avait pour but d'interpeller l'opinion publique et les décideurs sur le besoin d'inclure des enseignements transversaux sur les limites planétaires dans toutes les formations du supérieur.

Convention citoyenne pour le climat



La **Convention citoyenne pour le climat** (CCC) a été mise en place par le Président de la République pour répondre à l'urgence climatique et à la crise démocratique, suite à la crise des Gilets Jaunes et au Grand débat national. Le **FFJ** s'est associé à sept autres organisations de jeunesse et du monde étudiant pour proposer une [contribution à la convention](#) axée sur la prise en compte du dérèglement climatique dans l'enseignement supérieur.

Nous avons présenté cette contribution au président du **CESE** et au rapporteur général de la **CCC**. Au-delà de cette contribution, [nous avons soutenu tout au long de l'année](#) cette initiative inédite et revigorante pour la démocratie française.

Grève pour le climat

Comme en 2018-2019, nous avons continué à soutenir les marches et les grèves des lycéen·ne·s pour le climat. Nos **co-responsables étaient dans les médias pour en parler** en septembre 2019 :

- [Intervention d'Ibrahim Chenouf dans l'émission "La terre au carré" sur France inter](#)
- [Intervention d'Héloïse Moreau dans l'émission Flash Talk de France Ô](#)

Audition du FFJ au CESE



En mai 2020, le **FFJ** a été auditionné par le CESE sur **“l'éducation civique et au développement durable à tous les âges”**. L'occasion de porter nos revendications sur l'éducation, la place des jeunes dans la société et la déconnexion du milieu scolaire par rapport aux enjeux environnementaux.

Partenariat «Il est temps»

Le **FFJ** fait partie des organisations partenaires de la campagne **Il est temps**, tout comme en 2013 avec **Génération Quoi**, puis **Génération What** en 2016. Cette fois le **FFJ** participe à la campagne aux côtés d'organisations de jeunes engagé·e·s pour l'environnement et pour certaines aussi membres du **FFJ**.



Il est temps commence par un large questionnaire et qui se clôturera courant **novembre 2020** par trois soirées spéciales sur ARTE.

Le but de cette campagne : **donner la parole aux jeunes en les questionnant sur l'état du monde**, à l'heure où tout le monde a compris l'urgence écologique, à l'heure où **“il est temps” de faire les choix drastiques qui s'imposent**.

Le FFJ s'engage dans la lutte contre les discriminations et pour l'égalité

Commission **Inclusion/Diversité** : rapportée par **Omar Didi** (MAG Jeunes LGBT) et **Radia Bakouch** (Coexister), et suivie par **Anthony Ikni** du côté de l'équipe permanente.

Les objectifs de l'année

- Sensibiliser les organisations membres du **FFJ** à ces enjeux et ouvrir le débat
- Produire un avis contenant des préconisations (contexte / revue de littérature + propositions / recommandations)
- Identifier les organismes où le **FFJ** pourrait porter une représentation (ex : HCE, CNCDH, Défenseur des droits) ;
- S'impliquer dans des mouvements militants et citoyens (marches, tribunes).

Actions structurantes



Depuis sa création, le **FFJ** a à cœur une meilleure représentation de la jeunesse et oeuvre pour la promotion d'une société plus égalitaire. Ainsi, l'égalité entre les femmes et les hommes a toujours été un des principes fondamentaux du fonctionnement et de l'action de l'association. Entre 2015 et 2018, le **FFJ** faisait ainsi partie du **Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes** (HCEFH) pour que les problématiques des jeunes soient mieux prises en compte et pour encourager les actions de sensibilisation à l'égalité entre les sexes dans les organisations de jeunes.

Non-renouvelé dans cette représentation, le **FFJ** a saisi les parlementaires et la secrétaire d'État Marlène Schiappa pour tenter d'inverser la tendance, sans succès à ce stade. Malgré tout, nous avons réussi à entretenir une relation transparente avec la nouvelle présidente du HCEfh, afin de porter **une parole jeune au sein de cette institution**. Preuve de cette confiance, nous aurons bientôt l'occasion de travailler sur la vision qu'ont les jeunes générations de l'égalité entre les femmes et les hommes en lien avec le COJ et le HCE.

En 2019 - 2020, nous avons aussi :

- Appelé à marcher le **23 novembre 2020** (organisée par #NousToutes) contre les violences faites aux femmes et pour un réel budget d'intervention du Ministère dédié à cette question ;
- Nous sommes intervenus sur l'éducation à la sexualité dans le cadre d'un événement organisé par le **Planning Familial** ;
- Nous avons été formé·e·s en interne sur les violences sexistes et sexuelles par l'association **En Avant Toutes** ;
- Nous sommes intervenus sur le terrain **pour sensibiliser les plus jeunes** à ces questions : You-F festival, ANMDL...

Le FFJ sur les réseaux sociaux

Twitter

- 3 920 abonné·e·s
- 482 tweets
- +15 % de followers par rapport à septembre 2019

Facebook

- 2 900 abonné·e·s
- 96 publication
- +8,7 % de j'aime par rapport à septembre 2019

Instagram

- 350 abonné·e·s
- 81 publication

LinkedIn

- 530 abonné·e·s
- 20 publication
- +86,8 % de j'aime par rapport à septembre 2019

Site internet

- 24 articles
- 1 070 abonné·e·s à la newsletter
- Pages vues : 33 689
- +63 % de page vues par rapport à septembre 2019

Le FFJ dans les médias

- Tribune sur la valorisation de l'engagement des jeunes, Alternatives économiques, janvier 2020
- Élections municipales : seuls 3 jeunes sur 10 prévoient d'aller voter
- Le Figaro Étudiant publié le 3 mars 2020
- Pourquoi les municipales ne saucent pas les 18-25 ans - Madmoizelle publié le 10 mars 2020
- Coronavirus: une aide de 200 euros à 800.000 jeunes «précaires ou modestes» - La république des pyrénées - 4 mai 2020
- Covid-19 : 200 euros d'aide promis à 800.000 jeunes en situation «précaire ou modeste» , MarieClaire, 5 mai 2020
- Les jeunes, «sacrifiés» économiques de la crise, une bombe sociale à retardement, La Tribune, 12 juin 2020
- Des députés lancent une pétition pour voter dès 16 ans : «Comment peut-on bâtir le monde d'après sans eux ?» - France Inter, le 10 septembre 2020

Les organisations membres

Les membres du



FÉDÉRATION DES
MAISONS DES LYCÉEN-NÉÉS



JEUNES
EUROPÉENS
FRANCE

